

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 23/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

EPC FRANCE

4 rue de Saint-Martin
(Dépôt de Cigogné)
13310 ST MARTIN DE CRAU

Références : VAT n°20230059 et 2023/102
Code AIOT : 0010000706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2022 dans l'établissement EPC FRANCE implanté Le Grand Bouchet 37310 Cigogné. L'inspection a été annoncée le 18/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPC FRANCE
- Le Grand Bouchet, 37310 Cigogné
- Code AIOT : 0010000706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt de la société EPC France est spécialisé dans le stockage et la distribution de produits explosifs à usage civil (dans les secteurs du BTP et des carrières). Compte-tenu des quantités de matières active stockées, le dépôt qui comprend 2 bâtiments relève de la Directive SEVESO avec le statut "Seuil Haut" (par dépassement direct du seuil).

Les activités du dépôt EPC France de Cigogné sont réglementées par les prescriptions des actes

administratifs suivants :

- AP du 14/10/2010 supprimant la totalité des articles des trois arrêtés précédents et autorisant la société à poursuivre l'exploitation de son dépôt de matières explosives ;
- APC du 15/11/2011 autorisant le changement d'exploitant et imposant la constitution de garanties financières "Seveso" ;
- APC du 30 novembre 2015 (abrogeant l'arrêté préfectoral du 13 avril 2015) fixant des prescriptions complémentaires ;
- Courrier préfectoral du 5 décembre 2018 actant la rubrique 4000.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle des MMR
- Suivi des installations électriques et de protection contre la foudre
- L'entretien du site;
- Les conditions de dégroupage des détonateurs
- Les consignes de sécurité
- Le contrôle de l'accès aux installations
- Les suites réservées à la précédente visite d'inspection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Consigne de sécurité	Arrêté Ministériel du 07/11/2013, article Section 2 - Article 5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Quantités de matières pyrotechniques	Arrêté Préfectoral du 30/11/2015, article 8	Non-conformité 1 – Visite du 30 mars 2021	Sans objet
2	Documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article Chapitre 2.5	/	Sans objet
3	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.2.3	/	Sans objet
4	Coupure des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/11/2015, article 5	/	Sans objet
5	Chauffage des locaux	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.2.5	/	Sans objet
6	Alimentation électrique des MMR (ex EIPS)	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.2.6	/	Sans objet
7	Protection foudre	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.3.4	/	Sans objet
8	Propreté	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.4.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Conditions de dégroupage	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.4.6	/	Sans objet
10	Contrôle de l'accès au site	Arrêté Préfectoral du 30/11/2015, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantités de matières pyrotechniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2015, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Quantités de matières pyrotechniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et teint à jour un état récapitulatif, présenté par bâtiment pyrotechnique, mentionnant les quantités et les divisions de risques des produits explosifs autorisés sur la base de l'étude de dangers et du présent arrêté. Pour le dépôt de produits explosifs l'exploitant peut établir sur demande un état récapitulatif, présenté par dépôt, mentionnant les quantités et les divisions de risques des produits explosifs effectivement présents dans les locaux. Ces documents présents dans les locaux de l'exploitant à Bléré, sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'inspecteur a demandé à l'exploitant de lui présenter l'état des stocks. L'exploitant a remis un état des stocks en date du 23/11/2022 (pas de mouvement le jour de l'inspection). L'état des stocks est décliné par bâtiment de stockage et comprend : <ul style="list-style-type: none"> - L'identité du bâtiment, - Les divisions de risques des produits susceptibles d'être stockés dans le bâtiment, - Les quantités de matières actives maximales autorisées dans le bâtiment, - Les quantités réellement présentes avec le total : 1 ligne par produit avec : l'unité de comptage utilisée, la quantité, la masse brute (kg) et la masse explosive (kg). Par sondage il a été vérifié pour 2 produits (1 par bâtiment) l'adéquation entre les quantités indiquées dans l'état des stocks et les quantités présentes. Ce sondage n'a pas relevé d'écart.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article Chapitre 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Justificatifs de contrôle des MMR (Ex EIPS)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : [.. • les justificatifs de contrôles des éléments importants pour la sécurité [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les EIPS (MMR) sont au nombre de 5. Pour chaque EIPS, repris ci-dessous, un point des contrôles réalisés a été fait avec l'exploitant. Le résultat de ce point est présenté ci-après : - Formation : Les justificatifs de formation de la dernière personne embauchée, choisie aléatoirement, ont été présentés. En particulier il a été examiné, son attestation de formation "nouvel entrant" dûment signée le 4/02/2022 et qui comprend 10 modules, son habilitation et son agrément préfectoral en date du 27/06/2022; - Débroussaillage : 3 à 4 interventions sont réalisées chaque année. En 2022, au jour de l'inspection les interventions ont eu lieu les 6/04, 23/05 et 1/08. Ces interventions ont été confiées à une entreprise extérieure la société Jérôme Paysages à Civray-de-Touraine ; - Entreprises extérieures (EE) / Plan de prévention : 4 entreprises extérieures sont intervenues sur le site en 2022. Toutes ces EE sont signataires d'un plan de prévention, soit ponctuel-, soit annuel, en fonction du type d'intervention ; - protection foudre : Le dernier contrôle (contrôle visuel) des installations a eu lieu le 10/02/2022. Le rapport DEKRA du 13/02/2022 de ce contrôle précise : " L'installation de protection contre la foudre est correctement maintenue en état de conformité et de conservation". - Respect du timbrage : L'exploitant dispose d'un état des stocks (cf point de contrôle n°1). Il a par ailleurs précisé qu'une alerte par mail était envoyée (toutes les personnes présentes le jour de l'inspection en sont destinataires) dès que le seuil de 90 % du timbrage d'un bâtiment était atteint. La dernière alerte est du 2/11/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises [...].
Constats : Pas d'écart constaté. L'exploitant devrait cependant en regard de chaque observation portée sur le rapport de contrôle, indiquer la date de la levée de l'observation avec une mention de type "fait le ...", suivi de la signature de la personne qui porte la mention sur le rapport.
Observations : Le dernier rapport de contrôle des installations électriques a été demandé à l'exploitant. Le rapport produit du 13/02/2022 a été établi par la société DEKRA et concerne une visite de contrôle du 10/02/2022. Le rapport comporte 1 observation : " Présence de dégradations, refixer le capot du coffret à remettre en état". L'exploitant a précisé que les travaux visés par l'observation ont été confiés à un artisan électricien du secteur. La visite de terrain a permis de constater que les travaux avaient bien été réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Coupure des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2015, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Coupure de l'alimentation électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation électrique de chaque bâtiment ou local où s'effectuent des activités pyrotechniques comporte un dispositif permettant de couper en cas d'urgence l'alimentation électrique du bâtiment ou du local. L'organe de manœuvre de ce dispositif est situé à l'extérieur et à proximité du bâtiment ou du local. Cet organe est aisément reconnaissable et facilement accessible.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : A l'extérieur de chaque bâtiment pyrotechnique, sur la façade extérieure à proximité de la porte d'accès, est positionné un bouton de coupure des installations électriques. Ce bouton de type coup de poing est facilement reconnaissable (couleurs jaune et rouge) et accessible. Les 2 équipements présents ont été testés lors de la visite de terrain. Les tests réalisés se sont avérés concluants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Chauffage des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de chauffage des locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dépôts ne sont pas munis d'installation de chauffage.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : La visite de terrain a permis de constater que les 2 bâtiments pyrotechniques ne sont pas munis d'une installation de chauffage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Alimentation électrique des MMR (ex EIPS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Maintien de l'alimentation électrique des MMR (ex EIPS)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant détermine à partir des analyses des risques les installations et les équipements importants pour la sécurité qui nécessitent le maintien de l'alimentation électrique, en cas de panne du réseau public. Ces installations et équipements sont secourus par un groupe de secours d'une capacité suffisante et d'une fiabilité garantie par des procédures de contrôle et de maintenance préventive définies par l'industriel dans le cadre du SGS.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant n'a pas, à partir de son analyse des risques, identifié d'installations et d'équipements importants pour la sécurité (EIPS), qui nécessitent le maintien d'une alimentation électrique en cas de panne du réseau public. En conséquence, il n'y a pas de groupe de secours pour les installations et les équipements du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Protection foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications des installations de protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les 2 ans par un organisme compétent. Toutes les vérifications sont décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées par des compteurs de coup de foudre conforme au guide UTE C17-106. Ceux-ci sont relevés de manière mensuelle. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Un compteur de coup de foudre est présent sur chacun des 2 bâtiments. Lors de la visite de terrain il a été relevé que chacun des compteurs indiquait "0" : aucun impact enregistré. L'exploitant a indiqué qu'il procédait à un relevé mensuel des compteurs. Le dernier contrôles des installations de protection contre la foudre a été réalisé le 10/02/2022 par le société DEKRA. Le rapport du 13/02/2022 de ce contrôle est sans observation et précise dans sa conclusion : " L'installation de protection contre la foudre est correctement maintenue en état de conformité et de conservation".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des abords des dépôts
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les locaux doivent être maintenus dans un état constant de propreté. Les produits et poussières doivent être enlevés avant que leur accumulation ne présente un danger. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières . Du fait des risques d'incendie, les abords immédiats des dépôts (explosifs et détonateurs) doivent être désherbés et débroussaillés. Ce désherbage et débroussaillage est réalisé et dans un rayon de 50 mètres autour du dépôt d'explosifs et dans un rayon de 10 mètres autour du dépôt de détonateurs. Les produits utilisés pour le désherbage et le débroussaillage doivent être de nature telle qu'ils ne puissent provoquer des réactions dangereuses avec les matières utilisées dans l'enceinte pyrotechnique. Les merlons de terre sont correctement et régulièrement entretenus. Il sont débarrassés des herbes sèches et débroussaillés.</p>
<p>Constats : Pas d'écart constaté. L'attention de l'exploitant est toutefois attirée sur le fait que la zone de 10 mètres à désherber et à débroussailler autour du dépôt de détonateurs mériterait d'être matérialisée, ce qui faciliterait l'identification du secteur à entretenir, d'autant plus que ce dernier est bordé d'arbres.</p>
<p>Observations : Les 2 locaux de stockage sont propres et il n'a pas été constaté d'accumulation de poussières. Les abords immédiats des dépôts sont débroussaillés et désherbés. Dans un rayon de 50 m pour le dépôts d'explosifs (qui englobe le merlon de protection également débroussaillé et débarrassé des herbe sèches), et dans un rayon de 10 mètres pour le dépôt de détonateurs (pas de merlons). L'exploitant a précisé que le désherbage et le débroussaillage étaient réalisés mécaniquement sans utilisation de produits chimiques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Conditions de dégroupage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.3.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Dégroupage des produits pyrotechniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les emballages ne doivent pas être ouverts dans les dépôts de stockage. Le dégroupage des détonateurs s'effectue dans le local de préparation situé dans le dépôt B.</p>
<p>Constats : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Observations : Aucun emballage ouvert n'est présent dans le local de stockage des explosifs. Dans le local de stockage des détonateurs qui comprend outre la zone de stockage, une zone de dégroupage des détonateurs et une zone de préparation des commandes, aucun emballage n'est ouvert dans la zone réservée au stockage des produits. Dans ce local est affichée une instruction de travail (IT 02 BL B - Version C de décembre 2021) relative au dégroupage des détonateurs et à la préparation des commandes. Cette instruction précise en particulier pour les opérations de dégroupage des détonateurs : "1. Interdiction formelle d'ouvrir une caisse de détonateurs électriques, non électriques ou électroniques dans le local de stockage de ces produits".</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Contrôle de l'accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2015, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Accès au site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès aux locaux de l'enceinte pyrotechnique est interdit à toute personne étrangère à l'établissement à l'exception des personnes dûment autorisées par l'exploitant. Chaque dépôt est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie (clôture défensive de 2 mètres de haut minimum, portes et portails fermés à clef [...]).
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les dépôts sont clôturés et fermés à clef (portes et portails). Clôture double et concertinas pour le stockage d'explosifs. Clôture simple et concertinas pour le stockage de détonateurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Consigne de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/11/2013, article Section 2 - Article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Consigne relative à chaque installation pyrotechnique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La consigne de sécurité relative à chaque installation pyrotechnique, prévue à l'article R. 4462-7 du code du travail, précise notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> — la liste limitative des opérations qui y sont autorisées ; — la nature et les quantités maximales de substance ou objet explosif et, le cas échéant, de toutes autres matières dangereuses pouvant s'y trouver et y être mis en œuvre ainsi que leur conditionnement et les emplacements où ils sont déposés ; — le nombre maximal de personnes, travailleurs ou non, autorisées à y séjourner de façon permanente et de façon occasionnelle. Pour les unités mobiles de fabrication, le nombre maximal de personnes, travailleurs ou non, autorisées à se trouver à proximité de l'unité mobile de fabrication ; — la nature, la quantité maximale et le mode de conditionnement des déchets produits qui y sont stockés ; — la conduite à tenir en cas d'incendie, en cas d'orage, en cas de panne de lumière ou d'énergie et à l'occasion de tout autre incident susceptible d'entraîner un risque pyrotechnique. Cette consigne est affichée dans chaque installation pyrotechnique.
<p>Constats : Les consignes présentes dans chaque local pyrotechnique n'abordent pas le point traitant des déchets susceptibles d'être produits qui pourraient être stockés dans les locaux pyrotechniques.</p> <p>Les consignes doivent être mises à jour sur ce point.</p>
<p>Observations : Chaque local pyrotechnique dispose d'une consigne de local. Les consignes affichées à l'intérieur de chaque dépôt sont datées du 10/01/2013.</p> <p>Chaque consigne reprend l'ensemble des items prévus, à l'exception du point portant sur les déchets ainsi libellé : " La nature, la quantité maximale, et le mode de conditionnement des déchets produits qui y sont stockés".</p> <p>Lors de l'inspection ce point n'a pas été abordé avec l'exploitant, mais l'activité exercée n'est à priori pas génératrice de déchets et il n'a pas non plus été relevé la présence de déchets dans les 2 locaux pyrotechniques visités.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet